

Conseil Municipal Séance du 07 juin 2022

L'an deux mille vingt-deux, le sept juin à vingt heures, le conseil municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance publique sous la présidence de Philippe SOINARD, Maire.

Présents : SOINARD Philippe, SALLEY Philippe, FEUARDANT LEFÈVRE Myriam, LE CALVEZ Anne, COCU Daniel, DELAUNEY Dorothée, PRODEO Fabien, LEFÈVRE Yolaine, DARROUX Théodore, LOUBAYÈRE Michael, VAULTIER Lucie, LEFÈVRE Véronique, LEBLOND Mélanie, EUDES Sylvie

Absente excusée : GUERIN Amandine (pouvoir à SOINARD Philippe),

Mme Myriam FEUARDANT-LEFÈVRE désignée conformément à l'article L 21121-15 du code Général des Collectivités Territoriales, remplit les fonctions de secrétaire de séance.

Compte rendu de réunions

Ordre du jour

Préparation élections

En vue des élections législatives des 12 et 19 juin 2022, les membres du conseil municipal décident des tours de garde du bureau de vote.

Bureau de vote pour le 1^{er} tour :

Président M. Philippe SOINARD, suppléant Mme Anne LE CALVEZ

Assesseurs titulaires Mme Dorothée DELAUNEY M. Michael LOUBAYERE, assesseurs suppléants M. Daniel COCU M. Philippe SALLEY

Secrétaire Mme Myriam FEUARDANT LEFEVRE

Bureau de vote pour le 2nd tour :

Président M. Philippe SOINARD, suppléant M. Philippe SALLEY

Assesseurs titulaires M. Daniel COCU Mme Sylvie EUDES, assesseurs suppléants M. Fabien PRODEO Mme Véronique LEFEVRE

Secrétaire Mme Myriam FEUARDANT LEFEVRE

Dimanche 12 juin 2022, 1^{er} tour :

8h-10h30 : Mme Anne LE CALVEZ, Mme Yolaine LEFEVRE, Mme Amandine GUERIN

10H30-13H : M. Michael LOUBAYERE, Mme Véronique LEFEVRE, Mme Mélanie LEBLOND

13H-15H30 : M. Philippe SOINARD, M. Daniel COCU, Mme Sylvie EUDES

15H30-18H : Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVRE, Mme Dorothée DELAUNEY, M. Théodore DARROUX,

Dimanche 19 juin 2022, 2nd tour :

8h-10h30 : M. Philippe SOINARD, M. Fabien PRODEO, Mme Yolaine LEFEVRE

10H30-13H : Mme Véronique LEFEVRE, Mme Mélanie LEBLOND, Mme Sylvie EUDES

13H-15H30 : M. Philippe SALLEY, Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVRE, M. Daniel COCU

15H30-18H : M. Philippe SOINARD, M. Daniel COCU, M. Fabien PRODEO

Décisions modificatives (DE2022060701)

Il est proposé de modifier les crédits votés sur le budget 2022.

Le conseil municipal donne son accord à l'unanimité pour faire la décision modificative comme suit et donne tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération à M. le Maire :

Compte 21838 (DI) - 150,00 €

Compte 2051 (DI) + 150,00 €

Compte 2041581 (DI) – 6.100,00 €

Compte 2188 (DI) + 6.100,00 €

Garderie (DE2022060702)

M. Philippe SOINARD et Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVRE ont assisté à une réunion de la garderie péri-scolaire. 58 élèves fréquentent la garderie, 12 élèves partent en 6^{ème} à la rentrée ce qui risque d'engendrer une baisse d'effectifs à la rentrée. Le créneau à partir de 18h15 est peu fréquenté. Le déficit au 23 mai 2022 est de 5613,09 €, ce qui laisse supposer que le déficit au 31 décembre sera plus élevé que les autres années. Pour pallier un peu ce déficit, il est envisagé de supprimer une demi-heure de travail par jour à une des deux personnes sur le créneau du soir le moins fréquenté.

Il est rappelé que la structure n'est désormais plus éligible au CEJ (contrat enfance jeunesse) et qu'il n'est donc plus versé d'aide de la CAF pour son fonctionnement.

Vu l'augmentation de charges, il est proposé une augmentation de 0.30 € du taux horaire de la garderie périscolaire à compter du 1er septembre 2022 (rentrée scolaire 2022/2023).

Il est important de changer les moyens de paiement pour les services périscolaires et qu'en conséquence la régie associée à ce service soit supprimée.

Il est proposé qu'à compter du 1^{er} septembre 2022, le règlement des services de la garderie périscolaires se fera à terme échu par prélèvement automatique ou par paiement en ligne uniquement.

Ceci exposé et, après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- émet un avis favorable à une augmentation de 0.30 € / horaire à compter du 1er septembre 2022 (rentrée 2022)
- dit que les tarifs de la garderie sont fixés comme suit à compter du 1er septembre 2022 (rentrée 2022) :
 - 2.50 € pour 1 heure
 - 1.25 € pour ½ heure,
 - 0.63 € pour le ¼ heure de 18 h 45 à 19 h 00
 - 1.00 € par ¼ au-delà de 19 h 00
- Décide que la facture des services périscolaires sera effectuée par titres de recettes chaque fin de mois,
- Décide de modifier le règlement intérieur de la garderie périscolaire concernant le tarif et les modalités de paiement,
- Autorise M. le Maire de Pierreville, en charge de la gestion de ladite garderie périscolaire, de la mise en place des mesures ci-dessus énoncées,
- Autorise à M. le Maire à signer toutes pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Publicité des actes

Le maire rappelle au conseil municipal que les actes pris par les communes (délibérations, décisions et arrêtés) entrent en vigueur dès qu'ils sont publiés pour les actes réglementaires et notifiés aux personnes intéressées pour les actes individuels et, le cas échéant, après transmission au contrôle de légalité.

A compter du 1er juillet 2022, par principe, pour toutes les collectivités, la publicité des actes réglementaires et décisions ne présentant ni un caractère réglementaire ni un caractère individuel sera assurée sous forme électronique, sur leur site internet.

Les communes de moins de 3 500 habitants bénéficient cependant d'une dérogation. Pour ce faire, elles peuvent choisir, par délibération, les modalités de publicité des actes de la commune (soit par affichage, soit par publication sur papier, soit par publication sous forme électronique). Ce choix pourra être modifié ultérieurement, par une nouvelle délibération du conseil municipal. A défaut de délibération sur ce point au 1er juillet 2022, la publicité des actes se fera exclusivement par voie électronique dès cette date. C'est la raison pour laquelle le conseil municipal décide de ne pas délibérer sur ce point.

Sauvegarde informatique

Actuellement, la sauvegarde se fait automatiquement sur un disque dur externe. M. le maire a reçu une proposition de Rex Rotary pour la location et la maintenance d'une solution de sauvegarde externe pour 70,00 € HT par mois pendant 63 mois.

M. Michael LOUBAYERE propose de se renseigner auprès de Manche Numérique. Ce sujet sera remis à l'ordre du jour d'une prochaine réunion.

SDEM (DE2022060703)

M. le Maire présente aux membres du conseil municipal les estimations pour la rénovation du réseau d'éclairage public, « suite rendez-vous du 25/03/2022 », soit le remplacement de deux horloges ancienne génération par deux horloges astronomiques radiosynchronisées et rénovation de huit luminaires. En effet, il n'est pas possible de raccorder directement sur les horloges astronomiques une cellule photoélectrique.

Le Syndicat Départemental d'Energies de la Manche propose d'assurer la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage de ces travaux. Suite à l'estimation, le coût prévisionnel de ce projet est de 12.700,00 € HT.

Conformément au barème du SDEM50, la participation de la commune de ST GERMAIN LE GAILLARD s'élève à environ 7.320,00 €. Dans le contexte actuel de volatilité des prix des matériels, les montants pourront évoluer à la hausse.

Ceci exposé et, après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Décide la réalisation de la rénovation du réseau d'éclairage public « Suite rendez-vous du 25/03/2022 »,
- Demande au SDEM que les travaux soient achevés pour le troisième trimestre de l'année 2022,
- Accepte une participation de la commune de 7.320,00 € HT,
- S'engage à porter les sommes nécessaires à l'ensemble du projet au budget communal,
- S'engage à rembourser les frais engagés par le SDEM si aucune suite n'est donnée au projet,
- Donne pouvoir à M. le Maire pour signer toutes les pièces relatives au règlement des dépenses et pour l'exécution de la présente délibération.

Campagne d'illuminations

M. le Maire donne communication du devis de SONOLUX demandé par Mme Amandine GUERIN pour la location de motifs d'illuminations de fin d'année renouvelable 3 fois avec la possibilité de changer de décor chaque année pour un montant annuel de 2.279,11 € TTC sans la pose et 4.218,31 € TTC avec la pose.

Le coût est trouvé trop onéreux, il est donc décidé de se renseigner pour un éventuel achat.

Archivage mairie (DE2022060704)

L'archivage n'ayant pas été fait depuis plusieurs années, un lourd travail est à faire. Un agent du centre de gestion de la Manche est venu pour évaluer le travail à faire et a fait parvenir un devis de mission d'aide à l'archivage pour un coût de 5.170,00 € TTC.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide d'accepter ce devis et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de la présente délibération.

Espaces verts (DE2022060705)

M. le Maire a reçu des devis pour dix tontes par an du terrain de football et du terrain du calvaire.

Devis de l'entreprise « services et jardins » : terrain de football 2.256,00 € TTC et terrain du calvaire 1.320,00 € TTC avec évacuation des déchets

Devis de l'entreprise « espaces verts et maçonnerie du bocage » : terrain de football 852,00 € TTC et terrain du calvaire 420,00 € TTC avec évacuation des déchets

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide d'accepter le devis de l'entreprise « espaces verts et maçonnerie du bocage » pour 1.272,00 € TTC et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de la présente délibération.

Guichet unique des autorisations d'urbanisme (DE2022060706)

Vu les articles L.112-8 et L.212-2 du code des relations entre le public et l'administration ;

Vu l'article L.423-3 du code de l'urbanisme issu de la loi ELAN (art 62) ;

Vu le décret n° 2021-981 du 23 juillet 2021 portant diverses mesures relatives aux échanges électroniques en matière de formalités d'urbanisme ;

Vu l'arrêté ministériel du 27 juillet 2021 relatif aux modalités de mise en œuvre des téléprocédures et à la plateforme de partage et d'échange pour le traitement dématérialisé des demandes d'autorisation d'urbanisme ;

Afin de répondre aux obligations de la dématérialisation des actes d'urbanisme pour les communes de plus de 3500 habitants et celles de la SVE, la communauté d'agglomération Le Cotentin a mis en place, pour toutes les communes de la communauté d'agglomération, un guichet numérique des autorisations d'urbanisme à disposition des usagers (particuliers et professionnels) simplifiant les démarches de dépôt et de suivi des demandes d'autorisations d'urbanisme. Ce portail, sera le seul dispositif possible pour le dépôt par voie dématérialisée des autorisations d'urbanisme et sera accessible sur le site de l'agglomération. L'utilisateur pourra toutefois continuer à déposer sa demande au format papier s'il le souhaite.

L'utilisation de ce télé-service nécessite que l'utilisateur consulte et approuve les conditions générales d'utilisation (CGU), lors de la création de son compte. Ces CGU s'imposent à tout usager et précisent les modalités de fonctionnement du télé-service.

Par ailleurs, en vue de la dématérialisation, l'article L.212-2 du code des relations entre le public et l'administration précise que « sont dispensés de la signature de leur auteur, dès lors qu'ils comportent ses prénom, nom et qualité ainsi que la mention du service auquel celui-ci appartient, les actes suivants : 1° Les décisions administratives qui sont notifiées au public par l'intermédiaire d'un télé-service conforme à l'article L.112-9 et aux articles 9 à 12 de l'ordonnance n° 2005-1516 du 8 décembre 2005 relative aux échanges électroniques entre les usagers et les autorités administratives et entre les autorités administratives ainsi que les actes préparatoires à ces décisions [...]».

La signature manuscrite de l'autorité compétente n'étant plus nécessaire pour les dossiers d'urbanisme déposés par voie dématérialisée, il est proposé à la commune que le centre instructeur notifie lui-même les courriers de majoration de délai et/ou de demande de pièces aux pétitionnaires et ce afin de gagner du temps dans les délais d'instruction du premier mois. Pour les dossiers déposés en mode papier à compter du 1er janvier 2022, et dans un souci

d'égalité de gestion des dossiers, il est proposé à la commune de prendre un arrêté de délégation de signature aux agents chargés de l'instruction pour notifier ces mêmes courriers.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, décide d'approuver les CGU du guichet numérique des autorisations d'urbanisme, d'autoriser le centre instructeur à notifier lui-même les courriers de majorations de délais et/ou demande de pièces complémentaires par voie dématérialisée ou en voie postale et d'autoriser le maire ou son représentant à signer, au nom de la Commune, tous les actes ou pièces nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Cimetière (DE2022060707)

M. le Maire informe qu'un vol de fleurs a été commis sur une tombe.

Le conseil n'a aucune observation à formuler sur le règlement du cimetière.

La commission du cimetière propose de modifier la durée des concessions ainsi que les tarifs comme suit :

- Durée des concessions : 50 ans (durée renouvelable) au lieu de perpétuelles
- Tarif concession de 50 ans : 190,00 €
- Case columbarium pour 30 ans : 255,00 €
- Case columbarium pour 50 ans 430,00 €
- Cavurne pour 50 ans : 490,00 €

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide d'accepter cette proposition et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de la présente délibération.

Demandes de subventions (DE2022060708)

Demande de subvention de BATIMENT CFA CAEN

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide de refuser à cet organisme une subvention et donne tous pouvoirs à M. Le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Le Fonds d'aide aux jeunes (FAJ) a vocation à verser des aides collectives ou personnelles (permis de conduire, frais kilométriques pour entretien d'embauche, stage...)

La demande de subvention est de 0,23€ / habitant.

Après délibération, le conseil municipal décide à l'unanimité de ne pas donner suite à cette demande et donne tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération à M. le Maire.

M. le Maire donne lecture d'un courrier du Conseil Départemental de la Manche concernant le Fonds de Solidarité pour le Logement (FSL). Ce fonds, géré par les services du Conseil Départemental, permet d'accompagner les manchois lors de l'accès dans un nouveau logement ou pour leur permettre de s'y maintenir. C'est un dispositif également sollicité pour lutter contre la précarité énergétique. La contribution demandée est de 0,60€ par habitant.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, décide de ne pas donner suite à cette demande et donne tous pouvoirs pour l'exécution de la présente délibération à M. le Maire.

Demande de subvention par l'association Femmes de CHERBOURG-EN-COTENTIN.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide de refuser à cette association une subvention et donne tous pouvoirs à M. Le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Demande par Louna LAMOTTE, habitante de ST GERMAIN, d'une aide financière pour participer aux championnats de France de voltige équestre.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à treize voix pour et deux abstentions, décide d'accorder une subvention de 100,00 € et donne tous pouvoirs à M. Le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

Voirie (DE2022060709)

Travaux pour 2022-2023 l'entrée du prieuré pour 500m².

Il est proposé d'acquérir une balayeuse pour nettoyer les routes en cas de fortes pluies ou d'orages, trois devis sont présentés : SAS MAHIEU LEGER (6.480,00 € TTC), SARL HOULLEGATTE (6.360,00 € TTC), ETS MOTIN FRERES (2.928,00 € TTC)

Après en avoir délibéré, le conseil municipal à l'unanimité décide de valider le devis de l'entreprise MOTIN et donne tous pouvoirs à M. le maire pour l'exécution de la présente délibération.

Plusieurs courriers ont été reçus suite à des inondations après l'orage.

Communications diverses

- Cession de l'école à la CAC : le dossier est un peu compliqué du fait qu'il y ait des locataires au-dessus des classes et un garage en dessous d'une classe ; une convention va être faite afin de définir les droits entre la commune et la CAC.

- Biens GIRARD : le 11 décembre 2017 une délibération avait été prise. Suite à la succession de M. GIRARD un bois d'environ ½ hectare qui était aux domaines revient à la commune car plus de 30 ans.

- M. le maire fera une visite de l'ancien commerce avec Mme Katell PRIGENT pour étudier la possibilité de rénovation.

Diverses aides pourraient être obtenues pour cette rénovation, de la DETR pour 30 % du montant des travaux avec un maximum de 150.000,00 € et une aide des fonds de concours de 40% sur le reste à charge dans la limite de 70% des subventions avec un montant maximal de 70.000,00 €.

- M. le maire informe les membres du conseil que les quatre arrêts de bus proposés pour le transport à la demande sont validés.

- Suite à la plainte de la chauffeuse de bus pour l'arrêt au Hameau es Contes qu'elle trouve mal entretenu et sale, la route a été nettoyée afin que les élèves ne salissent plus le bus.

- Frais du centre de loisirs de Surtainville : Mme le maire de SURTAINVILLE invite à une réunion afin de présenter les frais de fonctionnement de leur centre de loisirs des enfants de ST GERMAIN y étant inscrits. M. le maire et Mme Myriam FEUARDANT-LEFEVE y participeront.

- L'abbé HAUPAIS a adressé un courrier à la mairie pour annoncer son départ de la paroisse en septembre 2022.

- M. le maire a été contacté par la société « médadom » pour proposer l'installation de bornes et de cabines pour que les habitants ayant besoin puissent faire des visites avec un médecin en téléconsultation en visio, ces cabines sont en location pour un coût de 210,00 € mensuel.

- Mme Lucie VAULTIER a demandé à la chauffeuse du bus scolaire si cela lui poserait des problèmes si la route autour de l'église était en sens unique. Il ne lui serait pas possible de tourner à droite au niveau de l'ancien commerce mais elle pourrait emprunter la Rue Pierrot si elle était élargie régulièrement. Cette solution ne semble pas idéale car la Rue Pierrot est une rue étroite. Cette question sera étudiée lors d'un prochain conseil.

- M. Michael LOUBAYERE a assisté à une réunion « manche numérique ». La fibre sera à priori accessible en 2026. La solution proposée aujourd'hui est soit la réception par satellite soit par la 4G. En 2030, les lignes France télécom seront supprimées. Une nouvelle numérotation des habitations sera peut-être à mettre en place : le numéro correspondra à la distance entre la mairie et l'habitation.

FIN DE SÉANCE

Philippe SOINARD	
Philippe SALLEY	
Myriam FEUARDANT-LEFEVRE	
Anne LE CALVEZ	
Daniel COCU	
Dorothée DELAUNEY	
Fabien PRODEO	
Amandine GUÉRIN	Pouvoir à SOINARD Philippe

Yolaine LEFÈVRE	
Théodore DARROUX	
Michael LOUBAYÈRE	
Lucie VAULTIER	
Véronique LEFÈVRE	
Mélanie LEBLOND	
Sylvie EUDES	